



Déclaration liminaire au CDEN du 21 septembre 2026

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil départemental, Monsieur le directeur académiques, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Ce traditionnel CDEN de rentrée permet de dresser un état des lieux de ce mois de septembre avec un tour complet des travaux de chacun de nos collègues icaunais lors du pré- CDEN de ce matin. Une nouvelle fois, nous remercions le Conseil Départemental et ses membres participants pour ce moment d'échange toujours très riche.

Cette année, ce sont près de 42000 personnels Education Nationale qui ont répondu à notre baromètre des métiers Unsa Education, avec une représentativité de l'ensemble des métiers et des territoires, mais aussi de tous les niveaux d'enseignement. Les femmes représentent 76,6% des répondants et la tranche d'Age la plus représentée est celle des 46- 55 ans.

Arrêtons- nous sur quelques chiffres pour illustrer l'état d'esprit des personnels :Quatre points sont abordés pour résumer ce baromètre :

- le salaire arrive en 1^{er} lorsqu'ils évoquent leur travail. En effet, avec le gel du point d'indice, et contrairement au salaire affiché dans les médias, celui des enseignants français est bien trop bas. Une revalorisation est urgente. Le pouvoir d'achat reste la priorité absolue.
- 71% des répondants ne ressentent ni respect n reconnaissance dans leur pratique professionnelle. Les signalements au registre santé et sécurité au travail dans notre département le montrent avec des tensions croissantes avec les familles, des signalements lorsque les conditions de travail ne s'améliorent pas dans certains établissements du 2nd degré. La canicule en est un exemple criant avec des collègues administratifs, des enseignants qui ont dû travailler dans des conditions plus que dégradées.
- 3^{ème} point : la baisse démographique : nous le redisons aujourd'hui, celle- ci aurait dû permettre de baisser le nombre d'élèves par classe et améliorer les conditions d'enseignement. Là encore, c'est du mépris qui est ressenti par les personnels avec les nombreuses fermetures de classes et les pertes de DHG. De nombreux collègues ont commencé l'année avec des classes frôlant les 30 élèves au collège et les 36 élèves, certains étant sur les seuils d'ouverture.
- Enfin, pour presque la totalité des répondants (91%), la consultation doit être indispensable avant toute grande réforme éducative. Trop souvent, les personnels doivent appliquer des mesures, mettre en place des réformes, sans consultation et donc les contraintes et difficultés ne sont pas anticipées. La priorité du débat doit porter sur le niveau des élèves, leur bien- être, la réduction des inégalités sociales et l'orientation.

A l'approche des prochaines échéances politiques, le pessimisme domine largement avec 76% des déclarants qui se disent inquiets pour l'avenir du système éducatifs et seuls 0,3% se disent confiants. Pour le SE UNSA, ces résultats ne traduisent pas un rejet de l'Ecole mais expriment au

contraire l'attachement profond des personnels à leur mission et leur inquiétude face à des politiques qui peinent à répondre aux réalités du terrain. Malheureusement, il n'aura pas fallu attendre 15 jours pour que des enseignants soient menacés de mort au sein de leur établissement par des parents d'élèves !!!

Concernant la cyber attaque, pour l'UNSA Éducation cette attaque, grave, questionne la résilience de l'Etat et du service public, à l'heure des guerres hybrides qui touchent d'autres pays. Le ministère anglais de l'éducation a d'ailleurs aussi été touché par une attaque le 26 juillet. Cinq académies ont été touchées : La Corse, Créteil, Versailles, Nantes et Toulouse. Seuls ces deux dernières académies étaient encore touchées à la rentrée. Aussi pour les équipes, directeurs, chefs d'établissements cette attaque aura une fois de plus désorganisé cette rentrée, mise à mal les équipes avec beaucoup de stress. C'est pour cette raison que l'UNSA Éducation demande au ministère d'engager une réflexion globale sur la protection des données, quand il apparaît que des fichiers vieux de 25 ans ont été volés. Nous avons aussi remis en cause la centralisation excessive de ces données quand elles pourraient être conservées localement.

Nous rappelons aussi l'importance des services informatiques, confrontés à un manque d'attractivité de leurs métiers dans la fonction publique. Le budget de la sécurité informatique doit être à la hauteur des menaces qui planent sur les services publics essentiels. Plus largement, nous avons évoqué la nécessité de mettre à jour des applications utilisées au quotidien qui se révèlent trop vite obsolètes. La formation des agents en matière de sécurité informatique doit aussi être intégrée dans cette réflexion.

Concernant notre département, de nombreux établissements nous font remonter les effectifs chargés, la plupart des lycées se retrouvent avec des classes à 35, dans les collèges, avec des heures supplémentaires allouées à partir de 32 élèves, les classes se chargent aussi. Citons pour exemple le collège de Villeneuve la Guyard avec 8 divisions à 31 élèves ou plus, 1 classe de 4^{ème} à 32 élèves par exemple, les 4 classes de 6^{ème} à 31 avec des élèves qui découvrent le collège. A Courson les Carrières, niveaux chargés également. D'autres établissements dénoncent la perte de moyens AED. Alors sur le papier, ½ poste, c'est rien mais dans les faits, comme au parc des Chaumes à Avallon, cela représente 800 heures en moins annuellement. Si l'on regarde sur les 2 à dernières années, la baisse de la dotation AED dans les collèges et lycées icaunais concerne les 2/3 voire même les ¾ de ces établissements !! Par ailleurs, certains professeurs manquaient à cette rentrée. Nous espérons que cette situation sera réglée ou en passe de l'être.

Concernant plus précisément les documents envoyés pour ce CDEN, nous avons plusieurs points à aborder. Nous sommes tout d'abord rassurés de constater qu'aucune augmentation pour la restauration n'est prévue cette année après 2 augmentations successives.

Toujours pour notre département, vous nous avez précisé M. le Vice -président lancer un grand chantier pour lutter contre la canicule et les conséquences pour l'enseignement dans les collèges. Nous vous remercions pour les documents fournis pour ce CDEN qui nous précisent les premières actions mises en place pour limiter les conséquences des fortes chaleurs dans les classes. L'Unsa ne peut que valider ses premières mesures qui ne peuvent qu'améliorer les conditions de travail des personnels et l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves. Maintenant, ce n'est qu'un début. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que les signalements au registre santé et sécurité au travail pour cause de fortes chaleurs ne soit rédigés, comme pour le lycée Fourier lundi 7 septembre. Mais déjà le vendredi de la rentrée, la chaleur s'est fait sentir. Certes des travaux ont été engagés dans certaines communes mais pas partout. Tout est reporté au très

local et aux bonnes volontés locales, comme l'a dit Maxime Lacroix, secrétaire académique de l'Unsa lors de notre conférence de presse de rentrée à Dijon.

Lors de la F3SCT ministérielle, l'employeur a présenté le plan de gestion des vagues de chaleur comme une réponse stratégique et a distingué deux niveaux d'action : la définition de mesures immédiatement applicables et un travail de plus long terme sur l'adaptation du bâti scolaire. Il a également indiqué vouloir inscrire les travaux de la F3SCTMEN dans la durée et mieux les articuler avec ceux des formations spécialisées académiques et départementales.

Pour l'UNSA Éducation, le compte n'y est pas. Le travail présenté demeure minimal et ne constitue pas un véritable retour d'expérience des épisodes de chaleur intense. Il ne repose ni sur des indicateurs suffisamment solides, ni sur des remontées permettant d'apprécier précisément les situations auxquelles les personnels ont été confrontés.

L'UNSA Éducation a rappelé que l'ambiance thermique constitue l'un des risques professionnels les plus largement partagés par les personnels et que son importance ne peut que croître avec la multiplication des épisodes de chaleur. Contrairement à d'autres risques professionnels particulièrement complexes à prévenir, des réponses concrètes existent : isolation, protections solaires, ventilation, brasseurs d'air, végétalisation, rénovation et adaptation des bâtiments.

Encore faut-il décider d'y consacrer les moyens nécessaires.

Notre fédération a également demandé un cadre national plus contraignant et plus homogène, notamment concernant, les fermetures d'établissement, le déclenchement des mesures à prendre ou encore les dispositifs de signalement et la prise en charge des personnels vulnérables. Trop de dispositions restent aujourd'hui renvoyées aux territoires, avec pour conséquence des réponses très différentes selon les académies, départements ou établissements. C'est pour cette raison que l'ensemble des organisations syndicales a quitté cette séance et a rédigé un communiqué de presse intersyndical. *Plusieurs objectifs communs ont été retenus : dénoncer la méthode du ministère, contester un bilan qui ne constitue pas un véritable retour d'expérience, obtenir un cadre national protecteur et surtout poser clairement la question des financements et de l'engagement de l'État dans la durée.*

Concernant les dotations pour les actions éducatives dans notre département, nous regrettons la baisse de la dotation à hauteur de 2000 euros pour l'opération « collège au cinéma ». En revanche, l'augmentation de la dotation pour les classes à horaires aménagés est conséquente, cela est très positif car ces classes permettent à de nombreux élèves de s'épanouir artistiquement. Nous avons noté que de nouvelles classes à horaires aménagés ont vu le jour en cette rentrée, permettant d'offrir un peu plus l'offre culturelle aux élèves icaunais. L'Unsa approuve ces changements et remercie le Conseil Départemental pour les investissements financiers qui en résultent.

Si nous regardons en détail la Dotation Globale de Fonctionnement, l'Unsa salue l'effort de revalorisation globale de la DHG, à hauteur de 6,46%. Toutefois, malgré l'explication détaillée du calcul permettant d'allouer cette DHG à chaque collège, nous nous interrogeons sur la baisse parfois importante de celle-ci pour certains établissements. Cela, redisons-le aujourd'hui peut amener les équipes à faire des choix pédagogiques et à renoncer à certains projets, ce qui est regrettable.

Et puis une nouvelle fois, la France est montrée du doigt, comme mauvais élève, avec des résultats de l'enquête Pisa toujours en baisse. Il est temps de donner des moyens humains et

financiers à la hauteur des besoins. Limiter le nombre d'élèves de la maternelle au lycée, proposer une formation importante et différenciée aux personnels. Sans cela, les conditions de travail ne cesseront de se dégrader et les résultats ne s'amélioreront pas. Au contraire, nous le constatons tous les ans, le seuil d'ouverture de divisions ne cessent d'augmenter, comme cette année avec un seuil de 32 élèves au collège et 36 au lycée. Quand est ce que ce seuil va enfin cesser d'augmenter ? Est-ce que les personnes présentes aujourd'hui se rendent compte de ce que cela signifie d'enseigner à des élèves qui se trouvent à plus de 30 dans les classes ?

C'est pour cette raison que l'Unsa Education, en intersyndicale et aux côtés des autres fédérations appelle à la grève le 29 septembre.

Pour l'Unsa Education, Clémence Hazart et Solange Silvan